

Faire participer les médias: Le soutien de la réforme du salaire minimum

Publié par le Centre pour les victimes de la torture
New Tactics in Human Rights Project
717 East River Road Minneapolis, MN 55455 USA
[Www.cvt.org](http://www.cvt.org), www.newtactics.org
Notebook Series Editor Nancy L. Pearson
Editor
Nicole Palasz Copyediting
Nick Gardner Design
Susan Everson
Layout
Jennifer Meelberg

© 2006 Centre pour les victimes de la torture

**Bloc-notes publié par le projet Nouvelles Tactiques
du Centre pour les victimes de la torture
Par hyeon Kim Jee
Sous la direction de Nicole Palasz**

Cette publication peut être librement reproduite, sous forme imprimée et sous forme électronique aussi longtemps que Cet avis de droit d'auteur apparaît sur toutes les copies.

Le Centre pour les victimes de la torture
New Tactics in Human Rights Project
717 East River Road
Minneapolis, MN 55455 USA
[Www.cvt.org](http://www.cvt.org), www.newtactics.org

Coordonnées sur l'organisation

Coréen associations de femmes travailleuses unis

3è ét. 351-28 Seogyo-dong, Mapo-gu,

Seoul 121-837

Corée du Sud

Tél: 82-2-325-6822

Fax: 82-2-325-6839

E-mail: kwwnet@kwwnet.org

E-mail: kwwnet@yahoo.com

Site web: <http://www.kwwnet.org>

Hyeon Kim Jee

Mme Jee Kim Hyeon a travaillé comme militant de base travaillant sur les questions des travailleuses de plus de 9 ans. Elle est actuellement le Directeur de la Publicité & Solidarité Internationale Coréen pour les travailleuses unis associations. Elle a également travaillé pour la femme coréenne des syndicats. Dans son rôle de coordonnateur de la campagne, elle a travaillé directement avec les médias et créé de nombreuses campagnes réussies. Au fil des ans. Récemment, elle a servi comme directeur en chef de l'organisation de l'alliance internationale intitulé " l'Initiative des femmes Travailleurs ", défi contre la mondialisation " qui s'est tenue en juin 2005. Impliquer les médias: le soutien de la réforme du salaire minimum 5 Juin 2006

Cher Ami,

Bienvenue dans a série bloc notes de nouvelles tactiques dans la défense des Droits de l'homme ! Dans chaque bloc-notes de praticien des droits de l'homme décrit une innovation tactique qui a été utilisée avec succès dans la promotion des droits de l'homme. Les auteurs font partie de la vaste et la diversité de mouvement pour les droits humains y compris les perspectives non gouvernementales et le gouvernementales, des éducateurs, de l'application de la loi personnelle, les processus de vérité et de réconciliation, les droits des femmes et la santé mentale des avocats. Ils ont à la fois adapté et pionnier de la tactique qui a contribué à des droits de l'homme dans leur pays d'origine. En outre, ils ont utilisé que lorsque les tactiques adaptées peuvent être appliquées dans d'autres pays et d'autres situations d'aborder un éventail de questions.

Chaque carnet contient des renseignements détaillés sur la façon dont l'auteur et son organisation atteint ce qu'ils ont fait. Nous voulons nous inspirer d'autres praticiens des droits de l'homme de penser tactiquement -, et d'élargir le domaine de la tactique considéré De faire avancer les droits de l'homme. Ce bloc-notes discutera de la façon la Korean Women Workers Associations United efficacement engagé dans les médias

Leurs efforts pour apporter des changements au système de salaire minimum en Corée. Le faible salaire minimum était devenu urgent problème, en particulier chez les travailleurs de sous-traitance en Corée du Sud. KWWAU organisé une campagne nationale en neuf villes, entraînant le défi pour le système coréen de salaire minimum depuis sa création en 1988. KWWAU et leur partenaire efforts ont abouti à des modifications significatives cant à la loi sur le salaire minimum et transformé la décision annuelle du Conseil des salaires minima dans un important problème social en Corée du Sud. Le KWWAU et ses partenaires réussi à sensibiliser l'opinion publique et des préoccupations concernant le système de salaire minimum,

et de créer un mouvement social qui a permis à beaucoup de femmes pauvres à bénéficier de plus en plus le salaire minimum et une plus grande protection.

L'ensemble de la série de ces blocs notes est disponible en ligne à www.newtactics.org. Les blocs notes supplémentaires sont déjà disponibles et d'autres vont continuer à être ajoutés au fil du temps. Sur notre site vous aussi à trouver d'autres outils, notamment une base de données sur les tactiques, un forum de discussion pour les droits de l'homme et des praticiens de l'information sur nos ateliers et colloques. Pour vous abonner à la newsletter de Nouvelles Tactiques, s'il vous plaît envoyer un e-mail à: newtactics@cvt.org

The New Tactics in Human Rights Project est une initiative internationale dirigée par un groupe diversifié d'organisations et Praticiens du monde entier. Le projet est coordonné par le Centre pour les victimes de la torture (CVT), et a grandi hors de nos expériences en tant que créateur de nouvelles tactiques et comme un centre de traitement qui préconise aussi de la protection des Droits de l'homme à partir d'une position unique de guérison et de récupération leadership civique. Nous espérons que vous allez trouver ces cahiers d'information essentielles et provocative.

Cordialement,

Nancy L. Pearson
Gestionnaire de formation, projet Nouvelles tactiques

Du travail de l'organisation travailleuse irrégulière en 2000.

Nous avons découvert le problème de système de salaires minima. Le faible salaire minimum est devenu un problème urgent, en particulier chez les travailleurs sous-traités en Corée du Sud. Nous avons déterminé que nous avons besoin de soulever la question de l'augmentation salaires des femmes qui travaillent en sous-traitance.

Nous avons commencé à organiser des campagnes à l'échelle nationale dans neuf villes, entraînant le premier défi pour le système coréen salaire minimum depuis sa création en 1988. A partir de 2002, d'autres organismes se sont joints à nous pour plaider pour l'amélioration du système du salaire minimum. Un réseau du "salaire minimum" a été créé.

La campagne élargie à d'autres régions, en se concentrant sur le relèvement du salaire minimum et à transformer le salaire minimum système lui-même.

Récemment, nos efforts ont abouti à des modifications significatives tant à la loi sur le salaire minimum qui amélioreront de travail conditions de travailleurs rémunérés au salaire minimum. Nos efforts ont également transformé la décision annuelle de la salaire minimum en un Conseil social importante question de la Corée du Sud. Le KWWAU et ses partenaires a réussi à sensibiliser le public et de préoccupation en ce qui concerne le salaire minimum, et de créer un Mouvement social qui a permis à de nombreuses femmes pauvres à bénéficier de plus en plus des salaires minimum et une plus grande protection.

Dans cette tactique, bloc-notes, je ferai part de nos efforts pour engager les médias sud-coréens pour sensibiliser le public à propos de la Corée du Sud injuste système de salaires minima. Comme vous pourrez le constater, il s'agissait d'une des nombreuses coordonnées Nous tactiques employées dans notre campagne visant à fournir des vivants les salaires de nos

travailleurs les plus vulnérables.

Introduction

Le 25 juin 2001, environ 50 personnes, y compris certains nettoyeurs des Bâtiments, la Korean Women Workers Association United (KWWAU) et le coréen féminine Trade Union (KWTU), a organisé une manifestation à devant la porte du Conseil coréen des salaires minima à Séoul, capitale de Corée du Sud. Ce Conseil était en train de décider quelle augmentation sera appliqué sur le salaire minimum à partir de septembre 2001 à août 2002. La démonstration avait pour but de faire pression sur le Conseil d'élever le minimum Salaires, et les participants ont crié avec colère: «Vous, Membres du conseil, à essayer de vivre avec seulement 420000 won par mois comme nous le faisons! Vous devez savoir combien nous souffrons de ces salaires! " Le Conseil semblait fort embarrassé sur la démonstration. Ils sont souvent vérifiés pour s'assurer que la porte de devant était verrouillée et sécurisée. Nous avons compris pourquoi ils semblaient si nerveux parce que la nôtre démonstration a été la première du genre dans l'histoire du Conseil.

Personne n'avait protesté contre ses actions avant, et soudain, il était exposés sur plusieurs grands programmes d'information télévisés. D'autres manifestations ont suivi, dans neuf Villes au cours de la session du Conseil des salaires minima. À la suite de nos efforts, y compris le dur labeur de tirer l'attention des médias sur la question, le minimum Salaire entre septembre 2001 et août 2002 a été augmenté de 12%. Avant cette époque, l'augmentation moyenne était de 4%, donc nous avons considéré cette augmentation comme un petit succès. Ce succès nous encourage aussi à poursuivre notre campagne sur le salaire minimum.

Lorsque nous avons commencé notre campagne, le salaire minimum système avait été presque oublié en Corée du Sud. La croissance économique rapide a permis à des travailleurs de gagner des salaires bien au-dessus du salaire minimum. Depuis quelques temps les gens soucieux de ce que le salaire minimum soit augmenté n'ont jamais réussi à le faire. Cependant, les impacts négatifs de la mondialisation sont de plus en plus ressentis par nombre de travailleurs pauvres. Ils ont subi la détérioration des salaires réels, alors que le salaire minimum est resté le même. Cela est devenu particulièrement évident après l'arrivée du Fonds Monétaire International en 1997 qui s'est traduite par une rapide augmentation du nombre de travailleurs pauvres dans la Corée du Sud. Au lendemain de la crise, le salaire est réapparu comme un problème social. Nous avons observé au cours de cette période que les plus grandes victimes de la mondialisation dans Corée du Sud étaient les femmes.

Comme d'autres pays financés par le FMI, de nombreux travailleurs coréens ont été licenciés et transformés en travailleurs irréguliers. Avant l'utilisation de cette tactique, notre organisation a participé à l'organisation des femmes qui travaillent en sous-traitance à défendre leurs droits. Dans le processus de notre manifestation à la porte du Conseil du Salaire minima de Corée du Sud. Sur le panneau il était écrit «Peut-on vivre sur 420000 won pour un Mois? "(Séoul, 25 juin 2001)

Impliquer les médias: le soutien de la réforme du salaire minimum dans notre expérience, le succès de l'engagement des médias nécessite l'appui de nombreux autres tactiques. Je partagerai avec vous les approches qui ont été des plus utiles pour faire participer les médias: la documentation crédible du problème, les pétitions pour démontrer l'intérêt public en la question, et attirance sur le plan visuel et spectacles, manifestations qui sont facilement

capturés par les médias. Avec l'intérêt des médias, notre campagne a réussi à développer, attirer de nouveaux adeptes, et nous fournir de levier dans nos efforts de lobbying et de négociation.

Historique de l'émission

Après la crise financière du FMI en 1997 en Corée du Sud, de nombreux travailleurs réguliers ont été «transformés» en irréguliers travailleurs temporaires, à temps partiels, d'un contrat de sous-traitance, l'emploi à la journée. Ces travailleurs souvent souffrent de l'insécurité de l'emploi, les bas salaires et diverses formes de discrimination sur le lieu de travail. En particulier, les femmes sont profondément touchées par ces tendances qui sont des résultats directs de la mondialisation économique. Ils sont sensiblement plus susceptibles d'être employés dans le secteur informel que les travailleurs masculins. À l'heure actuelle, environ 70% des femmes actives sont des travailleurs irréguliers en Corée du Sud. Les femmes qui deviennent travailleurs irréguliers à trouver eux-mêmes au bord de la pauvreté, les revenus sont inférieures.

En Corée du Sud, les femmes qui travaillent sont toujours irrégulières, au bas de l'échelle des salaires. Le salaire d'une femme travailleur régulière est le 72% du salaire d'un homme travailleur régulier. Les femmes travailleurs irrégulières ne touchent 38% du salaire que leurs homologues masculins. Après la crise financière du FMI, les écarts de salaire en Corée du Sud étaient considérablement élargis. Le fossé entre les travailleurs réguliers et irréguliers commencé à augmenter. Les travailleurs irréguliers à qui nous avons parlé ont expliqué que peu importe combien et comment ils travaillent dur, ils ne peuvent pas échapper à la pauvreté. Maintenant, les rangs des travailleurs pauvres continuent à augmenter, et posent un problème social important en Corée. Les travailleurs sous-traitants constituent une grande proportion des pauvres travailleurs irréguliers. Selon la Korea National Office de statistique de recensement, le nombre de sous-traitance et les travailleurs pauvres atteint 413.000 personnes en 2004.

Notre organisme travaille avec un sous-ensemble particulier de les travailleurs en sous-traitance: les nettoyeurs. Afin de comprendre les conditions du contrat de sous-traitance de nettoyage en Corée du Sud, il est important de comprendre comment les institutions de nettoyage sont sélectionnées. La plupart des propriétaires d'immeubles choisissent les nettoyeurs à travers les agences de l'appel d'offres. Pour réduire les coûts, la plupart des propriétaires de l'immeuble sélectionnent l'organisme qui fournit les services pour le moindre coût. Une fois sa candidature est approuvée, l'agence de nettoyage est une incitation à réduire ses propres coûts afin de faire profit. La façon la plus courante de réduire leurs propres coûts est de réduire les salaires des nettoyeurs ils qu'ils emploient. En conséquence, la plupart des organismes fournissent de nettoyage le salaire le plus bas possible, ou au salaire minimum acceptable par la loi en fonction du système du salaire minimum de la Corée du Sud.

Le système de salaire minimum qui est en vigueur depuis 1988, est régi par un Conseil des salaires minima. Le Conseil est composé de vingt cinq membres, dont la gestion représente sept, sept représentant les travailleurs; et huit proviennent d'organismes publics tels que les organismes gouvernementaux. Les décisions du Conseil sont prises à la majorité. Le rôle principal du Conseil est de préparer et de soumettre propositions à la ministre du Travail pour les ajustements dans le salaire minimum. Le Conseil jouit d'un grand degré

d'autonomie vis-à-vis du Ministère du travail, comme le Ministère ne dispose que de l'autorité juridique d'accepter ou rejeter les propositions du Conseil. Il ne peut pas les réviser. Le principal problème avec ce système de salaires minima est que le Conseil ne fournit pas une base objective pour la détermination du salaire minimum. Par exemple, si le salaire minimum a été augmenté en une seule année, puis le Conseil ajoute souvent, seulement une petite augmentation l'année suivante. Les membres du Conseil ne peuvent avoir à justifier leurs décisions sur la base du coût de la vie, les salaires moyens des travailleurs coréens, ou même comment leur décision pourrait avoir une incidence négative sur les plus coréens vulnérables. La décision est souvent fondée uniquement sur la croissance économique ou des facteurs politiques.

Le développement de la Tactique

En mars 2000, le KWWAU, avec KWTU, établie Centre d'action pour la restauration des droits travailleurs irréguliers pour lutter contre la discrimination et d'autres formes d'exploitation qui affectent les femmes travailleuses irrégulières. À l'époque, le grand public avait une connaissance limitée sur les problèmes auxquels font face les travailleuses irrégulières. Certains employeurs ont même pensé qu'ils n'étaient pas tenus de respecter les lois du travail, s'ils emploient les travailleurs irréguliers. Les violations communes de la législation du travail inclus les cas où les travailleurs irréguliers ont été licenciés sans motif légitime ou de l'avis, ou ont été rejetées la retraite, indemnités qui leur étaient dues pour travailler légalement plus d'une année continue. Étant donné ce manque de la prise de conscience de la protection juridique, l'action du Centre et ses activités étaient axées sur la sensibilisation aux droits des travailleuses et de la persistance des violations de ces droits. Le centre d'action a également porté sur l'organisation de la base irrégulière de travailleuses à travers nos counseling Centres. Le KWWAU eu huit centres de counseling Coréen dans huit villes. Grâce à notre travail de conseil, nous sommes venus pour en apprendre davantage sur les mauvaises conditions de travail, contrat de sous-traitance en vertu de nettoyeurs travaillé, et l'échec de salaire minimum afin de fournir le minimum vital. En octobre 2000, nous avons comparé deux cas similaires de nettoyeurs féminin nettoyeurs de séparer les villes.

Un nettoyeur a été menacé de licenciement parce qu'elle se plaignait de la baisse de salaire par son employeur. Un autre travailleur a été contraint d'accepter un contrat de onze mois plutôt que le contrat typique d'un an, pour que l'employeur n'ait pas à contribuer à sa retraite. Selon le droit du travail coréen, les employeurs doivent offrir à verser contribution à la retraite pour les travailleurs employés moins un an. Bien que ces deux cas ne sont pas identiques, les histoires étaient similaires. Grâce à nos séances de counseling avec le deux femmes, nous avons compris que le salaire minimum ne leur donnait pas un revenu suffisant pour répondre à leurs dépenses.

Mesures prises pour appliquer la tactique

Nous avons supposé que la plupart des sous nettoyeurs d'expérience qui serait semblable à celui que nous avons rencontré les nettoyeurs dans les centres de conseil. Nous nous attendions aussi à ce que l'utilisation abusive du système du salaire minimum pour faire respecter un salaire maximum très répandue. Les employeurs refusent de payer pas plus que le salaire minimum. Pour aider les nettoyeurs a améliorer leur situation, nous avons besoin d'informations plus précises et preuves à l'appui de nos arguments. Nous

aussi pensé qu'il était essentiel d'apporter des détails sur leurs conditions de travail largement connaître au public. Comme nous avons commencé la planification de nos activités de la campagne 2001, nous avons classés par ordre de priorité la question du salaire minimum. Depuis, le salaire minimum Conseil ne s'est réuni que deux ou trois mois de mai à juillet, nous avons eu peu de temps pour se préparer notre campagne. Nous avons décidé de mettre l'accent sur une urgence, objectif à court terme et un objectif à long terme. Notre but à court terme était d'augmenter le salaire minimum, autant que possible, en 2001. Notre objectif à long terme est de changer la loi sur le salaire minimum afin de mieux protéger les travailleurs.

Le calendrier d'action suivant montre comment nous avons traité notre objectif à court terme:

- Octobre 2000: Découverte de problème lors du counseling Centres
- Novembre- mars 2001: la décision d'organiser les nettoyeurs sous-traitants et le développement de l'enquête
- Avril 2001: Administration de l'enquête, montrant nombreux contrats de sous-traitance travaillant comme nettoyeurs dans les conditions pauvres
- Juin 2001: Conférence pour faire connaître sondage
- Juin 25-fin du mois de juillet: Media-friendly street campagnes pour sensibiliser sur le trop faible salaire minimum, combinés avec le lobbying auprès du Conseil des salaires, l'administration et le ministère du Travail
- Juillet 2001: Wage Board relève le salaire minimum

La compréhension du problème

Bien que nos premières informations sur les conditions de travail venaient de nettoyeurs travaillant dans une variété des paramètres, nous avons décidé d'élaborer un questionnaire portant sur les conditions des nettoyeurs d'universités et de collèges. La plupart des nettoyeurs sur les campus d'enseignement sont des femmes avec des contrat de sous-traitance et variant entre l'âge de 40 et 60 ans, et souffrant de conditions de travail similaires à celles des autres bâtiments. Il a aussi été plus facile pour nous de mener l'enquête dans ces paramètres, depuis les universités exigeant beaucoup plus de nettoyeurs que les petits bâtiments et institutions. Cela nous a permis de mener une enquête plus rapidement. En outre, les Campus universitaires sont relativement ouverts à tout contact entre les militants et les nettoyeurs.

En outre, nous étions capables d'impliquer des étudiants dans le processus. En avril 2001, le KWWAU et KWTU ont mené à l'échelle nationale une enquête sur les conditions de travail de la sous-traitance de nettoyage. Nous avons sondé 528 nettoyeurs à 107 agences de nettoyage dans les universités, dans neuf villes. L'analyse des réponses à l'enquête a révélé que la majorité des travailleurs gagnaient le salaire minimum, qui s'est 421.490 Won sud-coréen (KRW) ou 335 USD par mois à l'époque. Plus de vingt pour cent de répondants ont reçu moins que le salaire minimum, ce qui indique que les agences de nettoyage violent la législation du salaire minimum.

Le sondage a révélé certains des défis communs rencontrés par les travailleurs étaient:

- Les nettoyeurs sont majoritairement des employés en sous traitance qui gagnent 37% du

salaires réguliers dont les nettoyeurs jouissaient

- Ils étaient généralement des femmes âgées de 50 à 60 ans
- La plupart souffrent de l'insécurité de l'emploi parce qu'ils travaillent sous des contrats d'un an, en dépit du fait que la plupart restent chez le même employeur pendant au moins 5 ans
- Les contrats d'un an les ont empêchés de gagner de l'ancienneté, de sorte que leur salaire n'a jamais été augmenté au fil du temps. Ils ont noté que leur "salaire mensuel à la location était 420.000 KRW (324 USD), ce qui est le salaire si vous étiez encore versée après 10 ans."
- Presque tous les répondants ont jugé que leur salaire était le plus grand stress dans leur vie professionnelle (90% de répondants)
- 35% des réponses ont été les principaux salariés pour leurs familles lorsque nous avons mené l'enquête, nous nous sommes fixé comme objectif d'organiser la collecte de l'information sur les nettoyeurs que nous pourrions utiliser dans notre campagne. L'adhésion à l'Coréen Women's Trade Union devrait nous permettre de mieux négocier pour améliorer les conditions de travail dans les universités. Le premier contact entre les militants et les nettoyeurs était le plus important à la réussite de l'organisation.

Comme résultat nous voulions que nos intervieweurs soient des organisateurs expérimentés. Pendant que l'organisateur visitait les nettoyeurs et administrait l'enquête, ils pouvaient aussi agir comme conseillers aux femmes.

En entretenant des contacts étroits avec les nettoyeurs, les organisateurs ont été en mesure de dresser la carte des conditions de travail, d'identifier des leaders potentiels parmi les ouvriers, et d'évaluer la possibilité de les organiser. Les organisateurs suggèrent que les nettoyeurs rejoignent l'Coréen Women's Trade Union. Nous avons constaté que plus les intervieweurs sont expérimentés en termes de l'organisation des compétences, plus il est probable que les nettoyeurs rejoignent le mouvement. En outre, la relation qui a été construite entre l'organisateur et les nettoyeurs augmentait la durabilité des nettoyeurs à la lutte par l'intermédiaire du soutien des leaders émergents. Grâce à ce processus, 400 nettoyeurs rejoignent le syndicat, cette augmentation résultant d'un total de 528 entrevues.

CONVOCATION D'UNE CONFÉRENCE

Après les données de l'enquête ont été analysées, la tenue KWWAU d'une conférence pour faire connaître les résultats de l'enquête et de construire l'intérêt des médias pour la question. Le titre de la conférence «Comment améliorer le système des salaires minima du point de vue des travailleurs en sous-traitance.» A la conférence, nous avons exposé l'échec du système de salaires minimum pour protéger les travailleurs. Nous avons prouvé que, au lieu de protéger les travailleurs, le système a servi les intérêts des employeurs à maintenir des salaires bas. Au cours de la conférence, nous avons exigé que le salaire minimum soit à un niveau plus réaliste, qui permettrait de vivre des salaires des travailleurs à faible revenu.

Nous avons pris la décision stratégique d'inviter le président du Conseil coréen des salaires minima pour servir de panéliste lors de la conférence. Depuis que le Conseil était en dans le processus de décision de 2001, le salaire minimum, nous avons pensé que notre conférence pourrait conduire à une décision à augmenter le salaire minimum. Nous avons également invité les nettoyeurs de la sous-traitance, qui ont eu l'occasion de décrire les conditions de travail auxquelles elles font face, et comment il était difficile de survivre avec leurs bas salaires. La conférence a été un événement très significatif car c'était la première conférence portant sur la question du système du salaire minimum. Avec nos

résultats de l'enquête en main, nous étions capable d'utiliser la conférence pour prouver que nos revendications étaient raisonnables et que les travailleurs à faible revenu de la Corée du Sud rencontrent de véritables défis. En outre, nous avons interrogé un nettoyeur avec des larmes sur la question, «Comment et Qu'est-ce que vous gagnez pendant un mois?»

Démontrer la mauvaise utilisation du système de salaire minimum. Certains responsables officiels du gouvernement présents à la conférence ont été choqués de constater que 23% des répondants ont reçu moins que le salaire minimum. Ils ont promis de fixer l'Acte sur le salaire minimum.

Le lancement de campagnes Nationale

Après la conférence, nous avons lancé à l'échelle nationale une campagne visant à augmenter le salaire minimum dans en coopération avec d'autres groupes de la société civile. Des activités ont été organisées dans neuf villes, et continué jusqu'à ce que le minimum Conseil pour le salaire a redéfini le salaire minimum pour l'an 2001. Les médias nationaux étaient très intéressés à notre sondage et les activités de la campagne, en vedette dans la plupart des journaux coréens et diffusée sur la Télévision nationale pour la première fois. Les représentants des médias nous ont dit qu'ils étaient intéressés à ce l'histoire de salaire minimum parce que notre enquête a décrit la situation de façon frappante des travailleurs pauvres, et elle a été la première exposer les preuves de l'exploitation des travailleurs pauvres par une mauvaise utilisation du système juridique. Nous avons eu aussi notre campagne chronométrée pour accroître l'intérêt des médias sur la question du Salaire minimum.

À l'époque, beaucoup de Coréens étaient de plus en plus préoccupés par creusement des écarts de revenus, et l'aggravation de la condition des travailleurs pauvres. Notre exposition de ce problème par le biais de l'enquête avaient donné aux médias la possibilité de connecter notre histoire avec des préoccupations sociales plus larges. Notre implication des médias continue à être un élément clé et une priorité tout au long de la campagne sur la rue. Il y avait ainsi plusieurs étapes cruciales pour susciter l'intérêt des médias dans notre Campagne de rue:

- Les slogans attracteurs dans les médias,
- pétitions qui ont mis en relief la préoccupation de l'opinion publique,
- et des manifestations symboliques qui ont fourni aux médias les documents avec "images prêtes" mettant en évidence la question.

En outre, nous avons toujours diffusé sur nos matériaux les événements pour les médias et partagé avec eux la documentation pour défendre nos positions.

Développer un Slogan

Nous pensions que notre campagne médiatique plus large pourrait gagner de la publicité avec un puissant slogan. Nous avons choisi le slogan «Pouvez-vous vivre sur 420.000 won (KRW) par mois?» Ceci est l'équivalent d'environ 430 USD, et le montant était celui qu'un travailleur à temps plein gagne comme salaire minimum. Cela ne représentait que 33,6% du salaire moyen des travailleurs coréens en 2001, et 35,3% de la moyenne des dépenses pour une famille de quatre personnes vivant dans les zones urbaines. Cela était particulièrement préoccupant

parce 35% des répondants ont été les principaux salariés de leurs familles au moment de l'enquête.

Lorsque le citoyen moyen réalisait que le salaire minimum s'élevait à seulement 420.000 KRW, beaucoup se demandaient "comment travailleurs gagnant le salaire minimum peuvent survivre avec ceci ?" Notre slogan était efficace dans le changement la perception du public en ce qui concerne le salaire minimum. Si nous avons choisi le slogan «Le salaire minimum devrait être porté à un niveau réaliste », le slogan n'allait peut-être pas être en résonance avec le public, comme le terme "salaire minimal" n'est pas très bien connu. Il a été révélé que seulement 40% des Sud-Coréens étaient conscients de la question de salaire minimum. Au lieu de cela, notre slogan, libellé comme question qui donne à réfléchir pour beaucoup de gens.

Pétition pour le changement

Avec l'intérêt suscité par notre slogan, nous avons commencé à faire circuler une pétition demandant une augmentation de salaire minimum. Les médias ont été cruciaux dans la propagation de ce message au sujet de la pétition. Un magazine et certains journaux ont rapporté sur notre campagne et les lecteurs demandaient de participer à une pétition en ligne. En conséquence, de nombreux Coréens écrivaient leur nom sur le pétition en ligne. La plupart des personnes que nous avons rencontrées dans la rue au cours de notre campagne n'avaient pas eu connaissance des conditions de travail des nettoyeurs, et ont été très sympathiques à notre cause. Tous ceux qui ont appris sur la question ont déclaré: "Je ne savais pas que nous avons ces travailleurs pauvres! Comment peuvent-ils vivre avec des salaires ci bas ?"

Bien que la plupart des gens savaient peu de choses sur le système de salaire minimum, ils ont accepté de signer la pétition pour alléger les souffrances des travailleurs pauvres. En un mois, nous avons réuni près de 15.000 signatures. Nous avons également créé un conseil d'administration en ligne, où les gens pouvaient collecter de signatures pour la pétition. Nous avons été ravis d'apprendre que de nombreux Coréens de l'étranger avaient aussi signé la pétition en ligne après lecture sur la campagne dans les journaux en ligne.

Faire Pression sur la Direction du Conseil Salarial et sur le Ministère du Travail

Comme publicité médiatique, intérêt public et le soutien pour notre cause a grandi, les représentant syndicaux se sont entretenus avec les membres du Conseil des salaires minima pour réclamer l'augmentation du salaire minimum. Les invités KWWAU, les délégués d'ONG et des syndicats à une forme réunion qu'il a organisée avec les membres du Conseil. Nous avons fourni aux membres du Conseil la signature de pétitions, articles de presse mettant en évidence notre campagne, et l'information à l'opinion publique. Lors de la réunion, les membres du Conseil semblaient très tendus et inconfortables. Ils n'avaient jamais été la cible de telles exigences.

Bien que nous pressions sur le Conseil des salaires minima, nous avons également apporté des cas juridique à l'encontre des entreprises qui payaient moins que le salaire minimum, et les pressions sur le Ministère du travail, de lancer des investigations plus sur ces entreprises pour violation de la loi, à laquelle le Ministère avait convenu. Après avoir reçu des promesses d'enquêter sur la violation du droit de travail d'un représentant du Ministère ayant assisté à la conférence, nous avons envoyé une lettre formelle pour maintenir la pression.

Le ministère s'est une fois de plus engagé à ouvrir une enquête grâce à cette combinaison de tactiques et nous avons réussi à relever le salaire minimum de 12% en 2001.

La situation changee: Changement dans la stratégie de notre But et nos tactiques

Il est important de reconnaître notre premier, le plus urgent, but tout au long de la campagne était d'améliorer les conditions de travail des travailleurs que nous avons organisé. Nous nous sommes battus contre leur licenciement de leurs emplois, et a négocié avec les agences de nettoyage pour leur amélioration. Tout en négociant avec six agences de nettoyage, nous avons appris qu'elles étaient l'impossibilité d'augmenter les salaires parce que le processus d'appel d'offres avait entraîné peu de place et augmente les coûts.

Cela signifiait que alors que nous pourrions négocier avec les institutions sur de nombreuses questions liées aux conditions de travail. La seule manière d'améliorer les conditions de travail des nettoyeurs était d'augmenter le salaire minimum.

Une augmentation du salaire minimal serait bénéfique non seulement pour les nettoyeurs, mais pour tous les travailleurs en sous-traitance. Nous avons vu qu'il y avait une possibilité d'y associer d'autres mouvements sociaux dans notre lutte. Au fil du temps, notre objectif élargi de l'amélioration des conditions de travail des Nettoyeurs a évolué vers la situation de tous les travailleurs en sous-traitance. Notre tactique de négociation a changé avec les des agences de nettoyage à l'engagement des medias publics pour mettre pression sur le système de salaires minima. Nous avons cherché de nouveaux alliés avec d'autres mouvements sociaux pour élargir la portée de nos efforts. Une fois le salaire minimum est devenu la question sociale, de nombreuses autres organisations étaient intéressées à participer à la campagne. Nous nous sommes félicités de leur participation, comme nous avons estimé que la campagne était nécessaire et élargie afin de parvenir à une large réforme du système du salaire minimum.

D'autres organisations et des syndicats ont également estimé que la campagne sur le salaire minimum était nécessaire pour améliorer la situation du nombre croissant de travailleurs pauvres et les familles coréennes. Nous avons donc décidé de travailler ensemble.

En conséquence, la Korean Confédération of Trade Unions a institué un réseau pour salaire minimum en 2002. KWWAU a été le co-organisateur du réseau.

Changement en But stratégique et Tactiques	
<u>Avant</u>	<u>Après</u>
But : Améliorer les conditions de travail des membres de notre Union	- But : améliorer les conditions de tous travailleurs sous traitants par l'augmentation de leurs salaires minimum
Tactique : Négocier avec les agences de nettoyage	Tactique - Engager les medias pour renforces la pression publique sur le salaire minimum
Cible : Seulement les nettoyeurs organisés par KWWAU ;le combat engeait les travailleurs Contre les gestionnaires	Cible : Les medias et le large public pour construire un mouvement social.
Alliés : seulement trois organisations inclus KWWAU travaillant sur cette question	Alliés : 50 Organisations se sont intégrées et formées un réseau pour le salaire minimum

La création du Réseau des salaires minima avait marqué un changement dans les stratégies et les tactiques, que nous pouvions utiliser. Durant tout le processus, nous avons continué d'accorder la priorité l'implication des médias. Certains des Changement significatifs marquant la nouvelle campagne incluait:

Plusieurs organisations ont participé à la question et ont représenté leurs propres travailleurs. En 2001, seules trois organisations ont participé à la campagne sur le salaire minimum. Après la création du réseau, 50 organisations ont participé. Au sein du réseau, chaque organisation axée sur la défense le relèvement des bas salaires des travailleurs qu'ils représentent. Par exemple, le KWWAU généralement représenté le sous-contrat de travail de nettoyage dans les universités, alors qu'une autre organisation, de la solidarité des peuples pour la démocratie participative, représentée par les étudiants à temps partiel. Le KCTU préconisait les droits de sous-contrat de nettoyage travaillant dans le métro. Les travailleurs migrants »comité également représenté ses travailleurs. Avec la participation de l'ensemble de ces différentes organisations, nous avons pu pour faire connaître plus de cas de travailleurs touchant le salaire minimum. Les membres du réseau a effectué des enquêtes sur leurs travailleurs qui ont ensuite été partagés avec les médias, en utilisant le même nous avons tactiques utilisées.

Une campagne plus large et coordonnée

Avec la plus grande portée du réseau, nous avons eu des campagnes dans plusieurs villes, pour une plus longue période de temps. Les délégués de réseau ont tenu de nombreuses réunions avec les organisations pour recueillir des idées pour la campagne et de développer un calendrier. Les tâches de la campagne sont coordonnées et divisé entre les organisations du réseau. Par exemple, lorsque le réseau a décidé d'avoir une semaine de campagne pour un salaire minimum, et chaque organisation coordonnera des événements pour un jour. Le groupe de femmes a participé le lundi, les syndicats, le mardi, les organisations civiques le mercredi, et ainsi de suite. Nous avons tous contribué un d'argent pour payer les activités de la campagne et de produire publications. Les organisations avec des antennes locales comme le KWWAU et la KCTU a effectué la campagne à l'échelle nationale au cours de la semaine. En conséquence, de nombreuses organisations ont participé à la campagne à travers Corée du Sud.

Habituellement, nous avons conçu les campagnes pour les faire coïncider avec la réunion du Conseil du salaire minimum, et mis au point événements qui peuvent attirer l'intérêt des médias et du grand public. Les étapes de la campagne avec les «medias amis» ont été organisées comme suit:

- Conférence de presse: à la conférence de presse, on nous a expliqué combien le salaire minimum était augmenté, et informé les médias des détails de la , notamment sur les mesures que nous allons prendre,
- campagnes de rue: des mesures ont été prises dans de nombreuses villes simultanément. A Séoul, nous avons organisé événements presque chaque semaine. Des militants des organisations membres du réseau faisaient la rotation de leur participation dans ces événements, le partage de la charge de ces activités intensives et fournir aux medias les informations sur les événements en cours. Comme nous l'avons conçu nos manifestations, nous avons sélectionné les endroits où nous aurions le plus grand impact. Les événements ont été organisés au centre-ville où il y a de grandes foules. A Séoul, nous avons également tenu des manifestations à la porte du Conseil du salaire minimum.

Nous avons essayé d'être créatifs avec nos manifestations, et nous réfléchies comment les rendre:

- symbolique
- Accessible au grand public
- Faire participer les médias, y compris les photographes (création des "images -prêtes" d'événements).

Bien que chaque action soit différente, il y en a eu certaines que nous avons incluses dans les événements :

- Nous avons toujours recueilli des signatures pour nos pétitions.
- Nous avons toujours inclus une sorte de performance.

En voici quelques exemples:

- de lancer des ballons d'eau sur un mur où il est écrit «trop faible salaire minimum.»
- Les travailleurs touchant le salaire minimum «description de leur vie de la pauvreté.
- Mars contre le faible salaire minimum.
- rédaction de cartes postales Conseil du salaire minimum membres.

Aux fins de ce bloc-notes, je vais y décrire brièvement de manière plus approfondie trois de ces événements: "Déjeuner avec Yong-Hee, "" Yung Suk défend son salaire!" et greve de la "Faim".

Déjeuner avec Yong-Hee, beneficiare d'un Salaire le minimum

Yong-Hee Choi, 57 ans salarié minimum, dans un collège de la ville d'Incheon comme femme de ménage. Elle a deux filles et un mari, et est le principal salarié de sa famille. À l'époque, sa jeune fille a été une collégienne, sa fille aînée était au chômage, et son mari alcoolique. En raison de la faiblesse des salaires elle a obtenu de travail au collège, elle a également pris un autre emploi à temps partiel, la collecte de papier pour le recyclage. Le montant total qu'elle dans un mois donné était 792.000 (820USD). Lors de notre performance, nous avons montré ses livres de comptes des ménages. En raison du manque de revenu disponible, Yong-Hee marchait à pied.

Elle n'a pas été en mesure d'acheter des vêtements, si ce n'est des dons de sa famille et des collègues de travail. Nous avons calculé les coûts d'un repas, de Yong - Hee du livre de compte, elle pouvait se permettre un repas qui coûte 944 KRW (0,92 USD). Un repas vendu à un restaurant bon marché en Corée du Sud coûte environ 3.500 - 4.000. Le moins cher hamburger coûte environ 2.500 KRW.

Un gros Hamburger MacDonald coûte 3.500. Pour Yong-Hee la moyenne repas était inférieure à 1 / 3 d'un hamburger McDonald's. Dans ce contexte, nous en scène une drôle de performance en face de l'assemblée coréen. Nous avons établi Yong-Hee's 944 KRW repas et partagé avec les 60 participants à la performance. Les participants inclus les journalistes des médias. Nous avons nommé cet événement «Déjeuner avec Yong-Hee. Notre rendement en était ainsi un succès qui a été publié dans presque tous les journaux et diffusés sur les deux principales chaînes de télévision, les émissions d'information pendant ce temps. Jung Suk défend son salaire!

En Juillet 27, 2005, nous avons organisé un "Jung Suk défends son salaire!". Ce fut le jour qui suivait l'augmentation de salaire 2005 - 2006. L'augmentation n'était que de 9,2%, à la suite

d'une modification de la législation qui a créé une semaine de travail de 5 jours. Avec la nouvelle semaine de travail, les heures de travail ont été réduites de 44 à 40 heures par semaine, et les heures mensuelles et annuelles ont été également diminuées.

Dans le cadre des précédents système, les travailleurs à faible revenu qui ont reçu l'augmentation de salaire de 700.600 KRW par mois. Cependant, avec la réduction du temps de travail, les salaires ont diminué pour les travailleurs qui sont payés sur une base horaire.

Après l'apprentissage de la décevante décision du Conseil du salaire minimum, y compris la KWWAU, conjointement avec d'autres groupes de femmes, on a organisé une campagne d'action urgente pour demander une plus grande protection pour les travailleurs sous contrat au ministère du Travail. Dessin sur le succès du «Déjeuner avec Yong-Hee», nous avons choisi une fois de plus à faire un véritable victime le principal caractère de notre événement médiatique. La victime était le nom de Jung Suk. Comme un résultat direct de la décision du Conseil, ses heures de travail et les salaires allaient diminuer.

Elle voulait protéger son salaire. Nous avons appelé l'événement "Jung Suk défend son salaire!" "L'organisation de la performance pour cet événement a été plus difficile que lors de la campagne précédente. Le salaire minimum pour l'année avait déjà été décidé, et nous craignons que les journalistes soient de plus en plus fatigués de cette question du salaire minimum. Nous avons passé trois jours d'exercice de planification avec les médias dans

Livre de x-compte de Yong Hee

Total : 792.000 (\$ 820)
Son indemnité de : 50.000 (\$ 52)
Les intérêts sur les prêts pour les frais de scolarité : 50.000 (\$ 52)
La taxe de : 35.000 (\$ 36)
Carburant : 50.000 (\$ 52)
Allocation pour les filles : 115.000 (\$ 119)
Assurance : 122.000 (\$ 126)
Repas : 170.000 (\$ 176)
Hôpital Taxe pour époux 200,000 (\$ 207)
Dépenses de KRW (USD)

l'esprit.

Nous sommes venus à la idée d'utiliser l ' "la glace" un symbole de la baisse des salaires. Il a été un été chaud et le température atteint 33 degrés Celsius sur du jour de la performance. La fonte de glace représente les réductions des salaires que rencontrent les femmes comme Jung Suk. Son rôle dans l'exercice serait d'empêcher la glace de fondre. Pour ajouter à la symbolique, nous avons mis en pièces la glace, d'un montant de Jung Suk du salaire. À la fin de la campagne, la plupart des pièces ont chuté autour de Jung Suk que la glace a fondu.

L'événement s'est avéré un grand succès, pour tout le monde sauf Jung Suk (qui a été mouillé par des gouttes la fin!). De nombreux journaux ont publié une photo de cet événement.

Toutefois, nous ne sommes pas parvenus au moment de convaincre le Ministère du Travail à effectuer des modifications, et nous continuons à négocier avec les organismes de nettoyage pour garantir un traitement équitable pour les salaires en vertu de nettoyage et les 40 heures de travail par semaine.

Démonstrations de la faim

En plus de ces événements qui comprenaient une victime du système des salaires minima, nous avons également eu certaines manifestations en cours. Lorsque le Conseil du salaire minimum était en délibération, nous organisons des événements à l'extérieur de la grille au lieu du Conseil. Nous devrions commencer la démonstration à 7:00 du matin parce que la réunion du Conseil devait commencer à 8:00 du matin. Nous voulions veiller à ce que nous puissions rencontrer les membres du conseil à leur arrivée. Mes collègues avaient nommé ces événements "manifestation de la faim" parce que nous sommes allés sans petit-déjeuner. Nous ne pouvions avoir un repas qu'autour de 10 du matin après avoir fini la démonstration.

Impact tactique

Il existe un certain nombre de moyens d'évaluer notre succès à engager les médias pour construire une pression en faveur du changement. Depuis que nous avons commencé notre campagne sur le salaire minimum en Juin 2001, il y a eu une augmentation annuelle moyenne du salaire minimum de plus de dix pour cent. Au cours de notre campagne, nous sommes arrivés à comprendre combien le système des salaires minima était fluctueux en Corée du Sud. Il ne semblait plus suffisant de simplement augmenter le taux annuel de salaire. Depuis 2002, nous avons fait pression sur l'Assemblée coréenne à réviser l'ensemble du système. Au cours de l'élection présidentielle en 2002, nous avons également exigé des promesses de réforme du système de salaire minimum pour protéger les droits des travailleurs à faible salaire. Nous sommes fiers d'avoir influencé le gouvernement coréen à adopter certaines réformes.

L'amélioration du système du salaire minimum comprend les garanties suivantes:

Graphique sur 'augmentation du salaire minimum	%
Sep 1997 - Août 1998 334610 KRW / 240 USD	6,07
Sept. 1998 - août 1999 344650 KRW / 286 USD	2,69
Sept. 1999 - août 2000 361600 KRW / 316 USD	4,90
Sept. 2000 - août 2001 421490 KRW / 335 US \$	16,60
Septembre 2001 - Août 2002 474600 KRW / 358 US \$	12,60
Sept. 2002 - août 2003 514150 KRW / 428 USD	8,40
Sep 2003 - Août 2004 567260 KRW / 474 US \$	10,30
Sep 2004 - Août 2005 641840 KRW / 615 US \$	13,10
Sep 2005 - décembre 2006 700600 KRW / 686 USD	9,20

Entreprises et leurs agences de sous-traitance doivent respecter les lois sur le salaire minimum

Avant que les réformes aient été mises en œuvre, la société fournissant les contrats avait le pouvoir de déterminer les salaires des travailleurs du contrat de sous-traitance, mais ils n'étaient pas en fin de compte chargés de veiller à ce que les travailleurs sous-contrat reçoivent le salaire minimum tant que l'Agence Agence a déjà payé le coût du travail. Selon la loi actuelle, la société contractante devra faire face à des indemnités d'un maximum de 20.000.000 KRW (plus de 21000 USD) ou d'au moins de 3 ans d'emprisonnement si des travailleurs sous-contrat sont sous-payés à la suite de faible coût d'appel d'offres.

L'amélioration du calendrier minimum

Les hausses de salaires avant les changements, étaient mises en Juillet, la mise en application à partir de Septembre. Ceci favorisait les travailleurs sous-contrat au profit des agences gouvernementales, aussi longtemps que le Budget de l'État ne peut être changé jusqu'au mois de Décembre. Ils vont donc recevoir le salaire minimum de l'année précédente, Septembre à Décembre. La nouvelle réglementation permet la modification du salaire minimum de prendre effet en Janvier chaque année.

Autres gains avoisinants

Nous avons également regardé notre mouvement croître au fil du temps, qui est un impact supplémentaire de notre tactique. A propos de 50 organisations sont maintenant impliquées dans cette question. Plus de travailleurs de sous-traitance participent aussi activement dans le mouvement pour défendre leurs droits. Pour moi, c'est le plus important. Grâce à nos efforts, plusieurs travailleurs sous-contrat sont syndiqués, sont les plus dynamiques de notre campagne. Les travailleurs se sont vite rendus compte que l'augmentation du salaire minimum était clairement avantageuse pour eux tous, et ils ont mis de leur temps à cet effort. Dans certains collèges, ils ont organisé des activités comme la collecte des signatures pour la pétition, la tenue de campagnes de rue, et la distribution de brochures au cours de leurs pauses déjeuner tous les jours pendant deux mois. Les travailleurs ont également commencé à voir leur participation comme étant essentielle.

Tout à coup, ils n'étaient plus isolés dans leur vie en tant que sous-contrat. Ils ont exprimé leur solidarité avec d'autres travailleurs. Ils ont été une importante partie d'un mouvement.

Défis

Cinq années se sont écoulées depuis que nous avons lancé la campagne du salaire minimum. Malgré les nombreuses petites réussites, nous avons dû faire face à de nombreux défis. Le plus difficile a été notre exclusion de l'organe décisionnel principal: le Conseil du salaire minimum. Nous étions entrain de préconiser la participation des travailleurs irréguliers au Conseil, où ils ne sont actuellement pas représentés. Au lieu de ceci, il a été cependant une lutte continuelle et la pression sur le Conseil afin de donner priorité aux intérêts des travailleurs irréguliers, touchés de manière disproportionnée par le salaire minimum. Nous continuons d'exiger que l'organe du conseil soit réformé pour représenter les intérêts des femmes et travailleurs irréguliers.

En outre, bien que le salaire minimum a pratiquement doublé depuis que nous avons commencé notre campagne, le minimum des salaires reste trop faible. Nous n'avons pas été couronnés de succès afin loin dans la réalisation de notre objectif ultime: fi x annuel salaire minimum à la moitié du salaire moyen de tous les Sud - Les travailleurs coréens.

Tactique Transférabilité: leçons apprises

Quand j'ai entendu parler pour la première fois du projet Nouvelles Tactiques, je me suis demandé moi-même lesquelles de nos tactiques ont été plus critiques pour le succès de notre mouvement. Les médias est un objectif clé qui liait la plupart de nos tactiques. (Voir diagramme "Impliquer les médias comme une tactique et de cible") Cette tactique peut être utilisée plus largement encore. Bien que la question des salaires minima ne soit pas une priorité

dans d'autres pays, la tactique consistant à engager les médias publics, la prise de conscience est largement transférable à toute la société ou il y a même une semi indépendance des médias. Afin d'influencer la couverture médiatique de notre problème, nous avons trouvé plusieurs leçons particulièrement utiles:

Instaurer un climat de confiance avec les travailleurs -- ORGANISATION DE BASE

L'organisation du travail que nous avons mené avec les nettoyeurs avait favorisé une relation de confiance entre nous. Cette fondation de la confiance était nécessaire pour obtenir leur implication et un plus large impact pour toutes les tactiques dans nos campagnes, ce qui avait rendu la campagne sur le salaire minimum plus durable.

Permettre aux victimes d'abus de raconter leurs histoires

Les médias ont été très heureux de partager des histoires vraies avec des personnes touchées par le système des salaires minima. Victimes d'abus sont souvent honteux de leur situation. C'est également le cas pour de nombreux travailleurs à faible salaire. Ils ne sont pas nécessairement contents d'être exposés à travers les médias. Toutefois, notre organisation a créé la confiance entre nous. Les travailleurs sont parvenus à comprendre comment le partage de leurs histoires avec les médias pourrait conduire à des changements dans leur situation et celle des autres travailleurs.

La documentation crédible du problème

Les informations recueillies des nos centres de conseil avaient ressorti des histoires vraies et crédibles des femmes touchées par le système des salaires minima. Les histoires sortant des centres nous ont donné une fondation pour créer une enquête et documenter les abus et les limites du salaire minimum sur le système de beaucoup de sous-contrat. De plus, la fiabilité de nos informations était indispensable à l'édification de la crédibilité auprès des médias et, à terme, avec le public.

Calendrier efficace pour l'implication des médias

En Corée du Sud, le Conseil du salaire minimum ne délibère que pendant trois mois. En conséquence, il est essentiel de se concentrer sur la préoccupation du public sur cette question rapidement, et pour la durée du Conseil. Nous avons compris que les médias ne couvrent pas toujours notre question, de la façon que nous avons demandé lorsque nous avons estimé qu'il était plus d'urgence, et où le public avait l'occasion de prendre des mesures.

À mon avis, des systèmes solides de salaire minimum sont un des meilleurs moyens de protéger les travailleurs pauvres et de limiter les disparités des revenus au sein de la société. La Corée du Sud n'est pas le seul pays confronté à l'écart croissant entre les riches et pauvre. Par exemple, les États-Unis ont un même modèle de marché de travail que la Corée du Sud, et est affecté par bon nombre des mêmes problèmes, notamment la baisse réelle des salaires, de grandes populations de travailleurs gagnant seulement le salaire minimum et un nombre croissant de travailleurs temporaire, à temps partiel ou précaire dans les milieux de travail.

En réalité, un système solide de salaire minimum est important dans un pays où l'on trouve:

- Une main-d'œuvre de plus en plus irrégulière
- L'élargissement des écarts de revenus
- Peu de pouvoir politique entre les travailleurs pauvres
- Peu de limites dans la sécurité sociale
- De graves disparités entre les sexes dans les salaires
- Une exploitation du marché du travail

Dans notre cas, nous avons eu du succès parce que nous convaincus le public que la prévention de la disparité des revenus dans notre pays a été une légitime préoccupation de la justice sociale. Il est important d'offrir des arguments convaincants appuyés par une information fiable. Grâce à l'implication des médias, le public est venu se mettre d'accord avec nous que le relèvement de salaire minimum permet aux travailleurs et à leurs enfants d'échapper à la pauvreté. Au cours des cinq ans de réalisation de notre campagne sur le salaire minimum, le nombre de travailleurs pauvres en Corée du Sud a continué à augmenter. Le problème est également l'approfondissement dans d'autres pays d'Asie, où nous en sommes aujourd'hui à l'organisation de campagnes de salaire minimum. Actuellement, vingt pays d'Asie participent dans les campagnes pour un système de salaires minima. Il est encore un défi pour nous de pouvoir défendre les intérêts économiques droits de nos travailleurs les plus vulnérables.

Conclusion

Tout d'abord, il est très important d'avoir des preuves et la recherche pour étayer votre stratégie de plaidoyer. Les médias sont intéressés aux histoires qu'ils peuvent défendre. Dans notre cas, nous nous sommes concentrés sur des histoires de vraies victimes et un processus d'enquête.

Deuxièmement, le calendrier de vos efforts pour engager les médias peut avoir une incidence sur le résultat. Il est utile de concentrer votre campagne sur une question qui est en cours, et reflète les préoccupations de la société. Les médias peuvent ensuite connecter votre histoire et la question la plus large de problèmes sociaux.

Enfin, la créativité est à la fois amusante et efficace! En organisant des événements symboliques et engageants, nous avons suscité l'intérêt de la presse écrite et audiovisuelle en Corée du Sud. C'est une occasion pour les représentants des médias d'en savoir plus sur votre problème et de le porter à l'attention du grand public.

J'espère que notre expérience contribuera à donner aux autres des plus de nombreuses idées. L'engagement des médias à accroître le soutien du public pour une question de droits humains ne peut être jugée réussie que lorsque vous persuadez le public à prendre des mesures.

Les travailleurs irréguliers sont les personnes employées à temps partiel, ou sur un jour ou temporaire. Les travailleurs irréguliers font généralement partie des groupes économiques les plus vulnérables dans leurs sociétés.

Pour une liste complète des publications disponibles dans les séries des bloc notes du projet de Nouvelles Tactiques, allez à l'adresse : www.newtactics.org
